

Réaction du Conseil d'Administration - janvier 2015

Communiqué du Conseil d'Administration de la Fédération des centres sociaux du Rhône

Les attentats de Paris intervenus le 7 janvier au siège de Charlie Hebdo et la tuerie du supermarché casher de la Porte de Vincennes du 9 janvier à Paris sont **des tragédies qui heurtent la conscience humaine et bouleversent profondément chacun d'entre nous.**

Ces êtres humains ont été exécutés par des personnes aux revendications délirantes qui pensaient trouver dans cette barbarie un sens à leur vie. Avec un total mépris pour la mort d'autres êtres humains et aussi pour leur propre mort.

Dans la première tragédie, il s'agit d'un attentat contre la liberté d'expression et la création et au-delà, contre la liberté qui fonde, avec l'égalité et la fraternité, notre démocratie. Dans la deuxième tragédie, il s'agit d'un crime antisémite.

Ces assassinats sont révoltants. Les tueurs sont de jeunes Français en rupture de société et qui ont emprunté le chemin de la petite délinquance, la radicalisation en prison puis le jihad.

L'objectif à long terme de ces attentats terroristes est toujours le même : fracturer la société française en créant un climat de haine contre la population de confession musulmane et justifier un prétendu "choc des civilisations" menant à la guerre civile.

Les 5 millions de Français, et probablement plus, qui ont défilé dans la rue les samedi 10 et dimanche 11 janvier, simultanément à Paris et partout en province, ont magnifiquement exprimé cette fraternité, la volonté de vivre ensemble et leur rejet de la violence. Dimanche également, la solidarité internationale a été considérable et spectaculaire.

La Fédération des Centres Sociaux du Rhône a bien sûr à cœur de partager avec vous cette révolte collective devant ces gestes inqualifiables qu'elle condamne sans appel.

Ils sont le signe d'une fracture qui s'accroît dans ce qui est l'étendard des fédérations et des centres sociaux, à savoir notre objectif commun qui est le bien vivre ensemble.

Est-ce que nous devons accepter de penser que ce « vivre ensemble », tant utilisé par nous tous, ne soit qu'un concept, une utopie par le fait inatteignable ?

Ou au contraire, sous ces assauts d'une violence inacceptable, ne devons-nous pas réaffirmer les valeurs que nous portons « Solidarité, Démocratie, Dignité Humaine » et au-delà, porter une attention très particulière à nos actions et projets.

« Vivre ensemble », « faire collectivement » avec tous ceux et celles, salariés, bénévoles d'activité, adhérents, administrateurs, habitants du quartier qui font les centres sociaux et qui se donnent pour mission d'accueillir tous les publics dans le respect de chacun ?

La question principale à laquelle nous devons répondre est comment en est-on arrivé là ? Ces actes interrogent donc notre responsabilité individuelle et notre responsabilité collective.

- Responsabilité individuelle faite de petits renoncements individuels quotidiens face aux incivilités et à l'intolérance,
- Responsabilité collective en matière de transmission culturelle familiale pour les enfants de deuxième ou troisième génération post-immigration. Cette transmission est en crise. Or celle-ci participe du processus général de socialisation et donc d'intégration des individus à la société,
- Responsabilité collective pour déterminer un juste équilibre entre refus de stigmatisation d'une religion et exigence de discrétion pour les pratiquants de celle-ci. Les préceptes même déclarés intouchables ou sacrés ne peuvent pas s'appliquer à ceux qui ne partagent pas les mêmes croyances.
- Responsabilité collective d'une société qui ne sait plus promouvoir ses valeurs et développer une pédagogie permettant aux citoyens de s'approprier le modèle de laïcité mis en place par la loi de 1905. Les mouvements d'éducation populaire, comme celui des Centres Sociaux, participent à la formation de cette citoyenneté.

Dans le vide laissé par l'absence d'un projet de société juste, équitable et inclusif, s'engouffrent aujourd'hui tous les extrémismes politiques et religieux, intérieurs et extérieurs à l'hexagone Français.

Les défis qui nous attendent sont considérables. Les diagnostics sont posés depuis longtemps.

Comment intégrer en effet cette partie de la jeunesse française qui est en déshérence, qui est discriminée et qui demande du respect et des emplois, « Qu'est-ce que la liberté sans les emplois ? » pouvait-on lire dans la manifestation de dimanche. La meilleure façon de lutter contre toutes ces idéologies de la haine est de faire une place à chacun dans la société.

Cette jeunesse-là était peu représentée dans les défilés du 11 janvier dernier. Le lien est aujourd'hui rompu avec les institutions de la République. Une fraction de ces jeunes voit même en ces assassinats, l'acte de bravoure de ceux qui sont tombés les armes à la main.

La réponse sécuritaire des pouvoirs publics ne sera pas suffisante. Le grand récit collectif de la guerre contre le terrorisme et contre un ennemi extérieur que les médias et la classe politique sont en train de construire ne peut pas masquer l'absence d'un projet de société inclusif et qui a du sens.

Aujourd'hui, la réponse doit être tout à la fois économique, sociale, éducative, culturelle, sécuritaire et urbaine.

Les enjeux sont ceux de toutes les politiques publiques.

Il s'agit de rattraper un retard considérable en un petit nombre d'années, en menant maintenant des politiques de long terme sur tous les fronts, et en particulier au niveau de la Politique de la Ville.

La Fédération des Centres Sociaux du Rhône prendra toute sa part dans la mise en œuvre de ce grand chantier.

*Le 19 janvier 2015,
le CA de la Fédération des Centres Sociaux du Rhône*